

Audit Conseil Holding
Société à responsabilité limitée
au capital de 7 622,45 Euros
Siège social : 58^{bis}, rue de la Chaussée d'Antin
75 009 Paris

413 175 209 RCS Paris

973 1500

*Certifié
conforme
Le gérant
[Signature]*

PROCES VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE DU 27 JUIN 2006

L'an deux mille six, le vingt sept juin, à quinze heures, les associés se sont réunis au siège social, en assemblée générale mixte sur convocation de la gérance.

**Greffe du Tribunal de
Commerce de Paris**

Il est établi une feuille de présence signée par les associés présents à laquelle sont annexés les pouvoirs des associés représentés.

22 SEP. 2006

73663

Sont présents ou représentés :

N° DE DÉPOT

- Monsieur Yves ACH, représentant 374 parts sociales en pleine propriété,
- La société FINANTIS GROUPE représentant 124 parts sociales en pleine propriété, société représentée par Monsieur Vincent GUFFROY, Gérant,
- Monsieur Vincent GUFFROY, représentant 1 part sociale en pleine propriété.

Est absent :

- Monsieur Michel FOUCRE, représentant 1 part sociale en pleine propriété,

Total des parts présentes ou représentées : 499 parts en pleine propriété sur les 500 parts composant le capital social.

Monsieur Yves ACH préside la séance en qualité de gérant.

Le président constate que les associés présents ou représentés possèdent plus des trois quarts des parts composant le capital social et qu'en conséquence l'assemblée peut valablement délibérer.

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition de l'assemblée :

- les copies des lettres de convocation,
- la feuille de présence (à laquelle sont annexés les pouvoirs des associés représentés),
- le rapport de gestion de la gérance,
- l'inventaire et les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2005,
- le texte des projets de résolutions.

Le président déclare que tous les documents prescrits par l'article 36 du décret du 23 mars 1967 ont été adressés aux associés et tenus à leur disposition au siège social pendant le délai de 15 jours ayant précédé l'assemblée.

- L'assemblée sur sa demande lui donne acte de sa déclaration et reconnaît la validité de la convocation.

- Puis le Président rappelle que l'assemblée est réunie à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Rapport de gestion sur l'activité de la société et sur les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2005,
- Approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2005,
- Rapport spécial du gérant sur les conventions visées à l'article L. 223-19 du 4 code de commerce,
- Approbation des conventions,
- Rémunération de la gérance,
- Augmentation du capital social,
- Agrément d'un projet de cession de parts sociales,
- Pouvoirs à donner,
- Questions diverses.

Le président donne lecture :

- du rapport de gestion de la gérance,
- du rapport spécial sur les conventions visées à l'article L. 223-19 du code de commerce.

Le président ouvre la discussion.

Personne ne demandant la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions inscrites à l'ordre du jour.

PREMIERE RESOLUTION

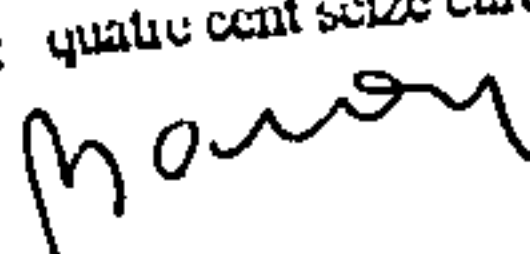
L'assemblée générale après avoir entendu la lecture du rapport de gestion de la gérance sur l'activité de la société et les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2005 approuve ledit rapport de gestion ainsi que l'inventaire et les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2005, lesquels font apparaître un bénéfice de 41 979 euros.

En conséquence, l'assemblée générale donne quitus entier et sans réserve à la gérance de l'exécution de son mandat pour l'exercice écoulé.

Cette résolution mise aux voix, est adoptée à l'unanimité des présents.

DEUXIEME RESOLUTION

L'assemblée générale décide d'affecter le bénéfice de l'exercice clos le 31 décembre 2005 s'élevant à 41 979 euros au report à nouveau pour 41 979 Euros

Enregistré à : SERVICE DES IMPOTS DES ENTREPRISES 9EME OUEST
Le 14/09/2006 Bordereau n°2006/902 Case n°10
Emplacement : 375 e
Total liquidé : quatre cent seize euros
Montant reçu : quatre cent seize euros
L'Agent
Pénalités : 41 e
1501 6998


Par ailleurs l'assemblée générale constate que le montant de la réserve légale au 31 décembre 2005 est de 762 Euros soit 10% du capital social et décide en conséquence qu'aucune nouvelle affectation à cette réserve soit réalisée.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des présents.

TROISIEME RESOLUTION

L'assemblée générale approuve les opérations, telles qu'elles résultent du rapport spécial sur les conventions visées à l'article L. 223-19 du code de commerce, qui lui a été présenté.

Cette résolution mise aux voix, est adoptée à l'unanimité des présents, étant observé que les intéressés n'ont pas pris part au vote.

QUATRIEME RESOLUTION

L'assemblée générale entérine la rémunération versée au gérant au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2005 qui s'est élevée à 22.306 €.

Par ailleurs, l'assemblée générale décide de fixer la rémunération du gérant comme suit :

La rémunération du gérant est fixée au maximum à 15 000 Euros annuel et à hauteur d'une prime éventuelle et maximum de 30 500 Euros pour l'exercice suivant. La société prendra en charge par ailleurs les cotisations de travailleur non salarié.

Il aura droit en outre au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement, sur justificatifs.

Cette résolution mise aux voix, est adoptée à l'unanimité des présents.

CINQUIEME RESOLUTION

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport de la gérance, décide d'augmenter le capital d'une somme de 30.477,55 euros pour le porter de 7.622,42 euros, à 38.100 euros par incorporation directe de pareille somme prélevée sur le compte « Report à nouveau ».

Cette augmentation de capital est réalisée au moyen de la création de 2.000 parts nouvelles de 15,24 euros, attribuées gratuitement aux associés à raison de 5 parts nouvelles pour 1 part ancienne.

L'assemblée générale prend note de la nouvelle répartition du capital social :

- Monsieur Yves ACH, à concurrence de 1.870 parts,
- La société Finantis Groupe, à concurrence de 620 parts,
- Monsieur Vincent GUFFROY, à concurrence de 5 parts,
- Monsieur Michel FOUCRE, à concurrence de 5 parts,

Cette résolution, soumise au vote, est adoptée à l'unanimité des membres présents.

SIXIEME RESOLUTION

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport de la gérance, décide d'agréer, conformément à l'article 11 des statuts, le projet de cessions de parts sociales entre Monsieur Michel FOUCRÉ (cédant), et Monsieur Yves ACH (cessionnaire), et entre Michel FOUCRÉ (cédant) et Monsieur François Gérard GUYOT (cessionnaire), commissaire aux comptes inscrit à la compagnie régionale de Paris, et demeurant 3, Rue Vézelay – 75008 Paris.

Cette résolution, soumise au vote, est adoptée à l'unanimité des membres présents.

SEPTIEME RESOLUTION

En conséquence des résolutions qui précèdent, et sous la condition suspensive de la réalisation définitive des cessions de parts ci-dessus autorisées, l'assemblée générale décide de modifier comme suit l'article 7 des statuts :

Le capital social est fixé à trente huit mille cents euros (38.100 euros), il est divisé en deux mille cinq cents (2.500) parts sociales de 15,24 € de valeur nominale, intégralement libérées et réparties entre les associés comme suit :

- A Monsieur Yves ACH , à concurrence de 1874 parts sociales,
- A la société Finantis Groupe, à concurrence de 620 parts sociales,
- A Monsieur Vincent GUFFROY, à concurrence de 5 parts sociales,
- A Monsieur François Gérard GUYOT, à concurrence de 1 part sociale,

Total égal au nombre de parts composant le capital social :2 500 parts.

Le reste de l'article demeurant inchangé.

Cette résolution, soumise au vote, est adoptée à l'unanimité des membres présents.

HUITIEME RESOLUTION

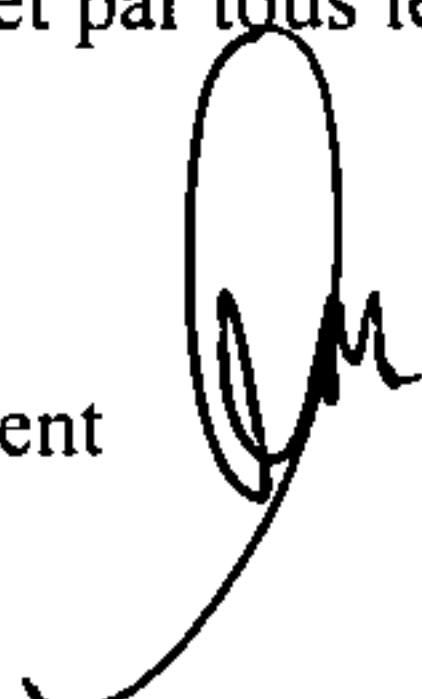
L'assemblée générale confère tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait du présent procès verbal à l'effet d'accomplir toutes les formalités légales.

Cette résolution mise aux voix, est adoptée à l'unanimité des présents.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée à 17 H 30.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès verbal qui, après lecture, a été signé par le gérant et par tous les associés présents.

Le Président



Les associés

CESSION DE PARTS SOCIALES

ENTRE LES SOUSSIGNES :

Monsieur Michel FOUCRÉ,
né le 29 juillet 1942 à Limoges,
de nationalité française,
demeurant 24, Avenue du Mail – 44700 Saint-Michel-Chef-Chef,
marié sous le régime de la séparation de biens.

Ci-après dénommé « Cédant »
d'une part,

ET :

Monsieur Yves ACH,
De nationalité française
Marié sous le régime de la séparation de biens,
Né le 23 septembre 1963 à Strasbourg,
Demeurant 31, rue du Théâtre 75015 PARIS

ci-après dénommé « Cessionnaire »
d'autre part.

IL A ETE EXPOSE ET CONVENU CE QUI SUIT :

Il existe une Société à responsabilité limitée dénommée AUDIT CONSEIL HOLDING, au capital de 38.100 euros, divisé en 2 500 parts sociales de 15,24 euros chacune, dont le siège est au 58 bis, Rue de la Chaussée d'Antin à Paris (75009), et qui a pour objet :

L'exercice de la profession de commissaire aux comptes telles qu'elles est définie par la loi modifiée du 24 juillet 1966 et telles qu'elles pourraient l'être par tous textes législatifs ultérieurs.

I. CESSION DE PARTS

Par les présentes, Monsieur Michel FOUCRÉ, soussigné de première part, cède et transporte, sous les garanties ordinaires de fait et de droit en la matière, à Monsieur Yves ACH, soussigné de seconde part, qui accepte, la pleine propriété de 4 parts sociales lui appartenant de la Société AUDIT CONSEIL HOLDING.

II. PROPRIETE JOUISSANCE

Le Cessionnaire sera propriétaire des parts cédées et en aura la jouissance à compter de ce jour.

En conséquence, le Cessionnaire aura seul droit à tous les dividendes qui seront mis en distribution sur ces parts après cette date.



III. CONDITIONS GENERALES

Le Cessionnaire sera subrogé dans tous les droits et obligations attachés aux parts cédées. Il reconnaît avoir reçu, avant ce jour :

- un exemplaire des statuts de la Société, à jour, certifiés conformes par le Gérant,
- un extrait des inscriptions au Registre du Commerce et des Sociétés concernant la Société dont les parts sont présentement cédées.

IV. PRIX MODALITES DE PAIEMENT

La présente cession est consentie et acceptée moyennant le prix de 60,96 euros, laquelle somme a été payée comptant, ce jour, par le Cessionnaire au Cédant, qui lui en donne bonne et valable quittance

Dont quittance,

V. AGREMENT DES ASSOCIES

Conformément aux dispositions de l'article 11 des statuts, la présente cession a été dûment agréée par décision collective en date du 27 juin 2006.

VI. ORIGINE DE PROPRIETE

Les parts cédées constituent un bien propre de Monsieur Michel FOUCRÉ, pour les avoir reçues en contrepartie de son apport en numéraire effectué à titre pur et simple lors de la constitution de la Société.

VII. DECLARATIONS GENERALES

1. Les soussignés de première et seconde part déclarent, chacun en ce qui le concerne :

- qu'ils ont la pleine capacité civile pour s'obliger dans le cadre des présentes et de leurs suites et, plus spécialement, qu'ils ne font pas présentement l'objet d'une procédure collective, ni ne sont susceptibles de l'être en raison de leurs professions et fonctions, ni ne sont en état de cessation des paiements ou déconfiture ;

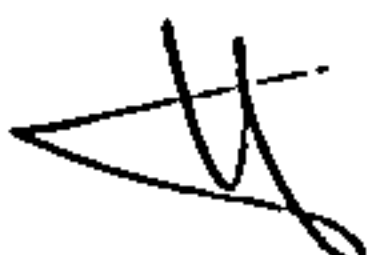
- et qu'ils sont résidents français au sens de la réglementation des relations financières avec l'étranger.

2. Le soussigné de première part déclare :

- qu'il n'existe de son chef ou de celui des précédents propriétaires des parts cédées, aucune restriction d'ordre légal ou contractuel à la libre disposition de celles-ci, notamment par suite de promesses ou offres consenties à des tiers ou de saisies ;

- que les parts cédées sont libres de tout nantissement ou promesse de nantissement ;

- et que la Société dont les parts sont présentement cédées n'est pas en cessation de paiements, ni n'a fait l'objet d'une procédure de règlement amiable des entreprises en difficulté ou de redressement et liquidation judiciaires.



Les parts présentement cédées ne dépendant pas de la communauté de biens existant entre Monsieur Michel FOUCRÉ et Madame Françoise FOUCRÉ, l'intervention du conjoint n'est pas nécessaire.

VIII. FORMALITES DE PUBLICITE

Tous pouvoirs sont conférés au porteur d'un original ou d'une copie des présentes en vue de l'accomplissement de toutes formalités légales de dépôt et de publicité.

IX. ENREGISTREMENT

Les parties déclarent :

- que la présente cession n'entre pas dans le champ d'application des dispositions de l'article 1655 ter du Code général des impôts,

- et que la Société dont les parts sont présentement cédées est soumise à l'impôt sur les sociétés.

En conséquence, la présente cession d'une part donne lieu à l'application du droit de 4,80 % dont l'assiette est réduite d'un abattement égal pour chaque part sociale au rapport entre la somme de 23 000 euros et le nombre total de parts de la Société.

X. FRAIS

Les frais, droits et honoraires des présentes et ceux qui en seront la conséquence, seront supportés par le Cessionnaire qui s'y oblige.

Fait à Paris
Le 28 juin 2006
En 4 exemplaires.



Le Cédant



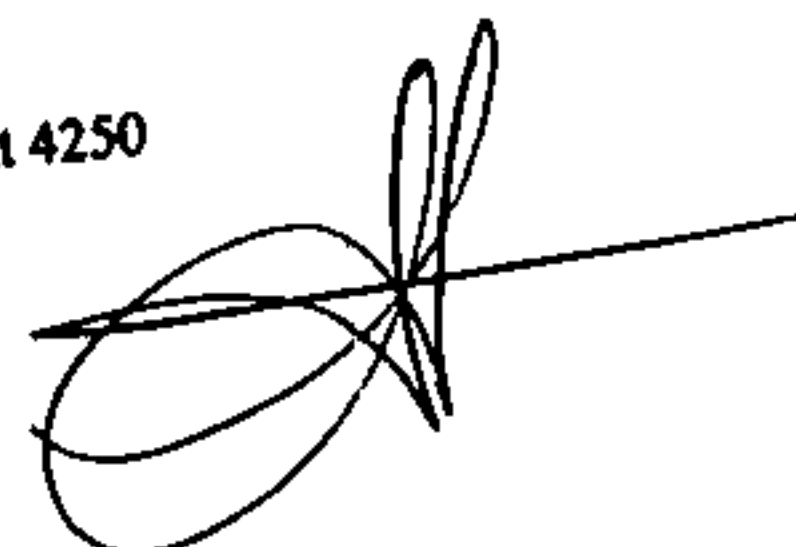
Le Cessionnaire

DUPLICATE
Inregistré à : POLE ENREGISTREMENT DE PARIS 15EME
Le 10/09/2006 Bureau : 006/492 Case n°5
Enregistrement : 25 €
Total liquidé : vingt-huit euros
Montant reçu : vingt-huit euros
L'Agent

Pénalités : 3 €

Ext 4250

Valérie GIBLAISSE
Agent des Impôts



CESSION DE PARTS SOCIALES

ENTRE LES SOUSSIGNES :

Monsieur Michel FOUCRÉ,
né le 29 juillet 1942 à Limoges,
de nationalité française,
demeurant 24, Avenue du Mail – 44700 Saint-Michel-Chef-Chef,
marié sous le régime de la séparation de biens.

Ci-après dénommé « Cédant »
d'une part,

ET :

Monsieur François Gérard GUYOT,
né le 17 avril 1943 à Neuilly Sur Sein,
de nationalité française,
demeurant 3, Rue Vézelay – 75008 Paris,
marié sous le régime de la séparation de biens.

ci-après dénommé « Cessionnaire »
d'autre part.

IL A ETE EXPOSE ET CONVENU CE QUI SUIT :

Il existe une Société à responsabilité limitée dénommée AUDIT CONSEIL HOLDING, au capital de 38.100 euros, divisé en 2 500 parts sociales de 15,24 euros chacune, dont le siège est au 58 bis, Rue de la Chaussée d'Antin à Paris (75009), et qui a pour objet :

L'exercice de la profession de commissaire aux comptes telles qu'elles est définie par la loi modifiée du 24 juillet 1966 et telles qu'elles pourraient l'être par tous textes législatifs ultérieurs.

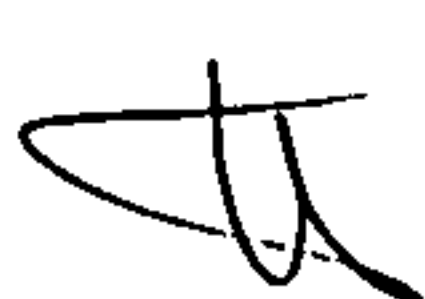
I. CESSION DE PARTS

Par les présentes, Monsieur Michel FOUCRÉ, soussigné de première part, cède et transporte, sous les garanties ordinaires de fait et de droit en la matière, à François Gérard GUYOT, soussigné de seconde part, qui accepte, la pleine propriété d'une part sociale lui appartenant de la Société AUDIT CONSEIL HOLDING.

II. PROPRIETE JOUISSANCE

Le Cessionnaire sera propriétaire des parts cédées et en aura la jouissance à compter de ce jour.

En conséquence, le Cessionnaire aura seul droit à tous les dividendes qui seront mis en distribution sur ces parts après cette date.



III. CONDITIONS GENERALES

Le Cessionnaire sera subrogé dans tous les droits et obligations attachés aux parts cédées. Il reconnaît avoir reçu, avant ce jour :

- un exemplaire des statuts de la Société, à jour, certifiés conformes par le Gérant,
- un extrait des inscriptions au Registre du Commerce et des Sociétés concernant la Société dont les parts sont présentement cédées.

IV. PRIX MODALITES DE PAIEMENT

La présente cession est consentie et acceptée moyennant le prix de 15,24 euros, laquelle somme a été payée comptant, ce jour, par le Cessionnaire au Cédant, qui lui en donne bonne et valable quittance

Dont quittance,

V. AGREMENT DES ASSOCIES

Conformément aux dispositions de l'article 11 des statuts, la présente cession a été dûment agréée par décision collective en date du 27 juin 2006.

VI. ORIGINE DE PROPRIETE

Les parts cédées constituent un bien propre de Monsieur Michel FOUCRÉ, pour les avoir reçues en contrepartie de son apport en numéraire effectué à titre pur et simple lors de la constitution de la Société.

VII. DECLARATIONS GENERALES

1. Les soussignés de première et seconde part déclarent, chacun en ce qui le concerne :

- qu'ils ont la pleine capacité civile pour s'obliger dans le cadre des présentes et de leurs suites et, plus spécialement, qu'ils ne font pas présentement l'objet d'une procédure collective, ni ne sont susceptibles de l'être en raison de leurs professions et fonctions, ni ne sont en état de cessation des paiements ou déconfiture ;

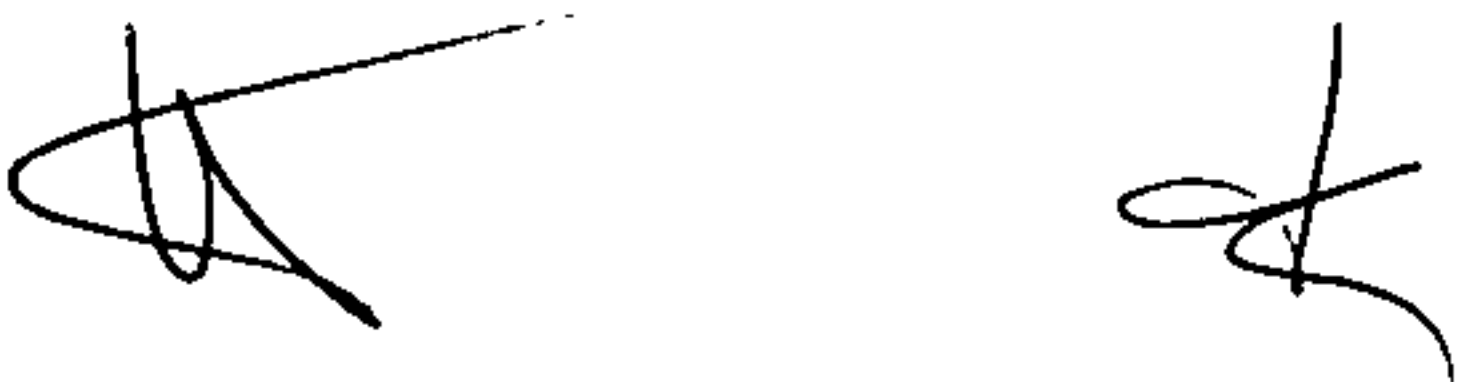
- et qu'ils sont résidents français au sens de la réglementation des relations financières avec l'étranger.

2. Le soussigné de première part déclare :

- qu'il n'existe de son chef ou de celui des précédents propriétaires des parts cédées, aucune restriction d'ordre légal ou contractuel à la libre disposition de celles-ci, notamment par suite de promesses ou offres consenties à des tiers ou de saisies ;

- que les parts cédées sont libres de tout nantissement ou promesse de nantissement ;

- et que la Société dont les parts sont présentement cédées n'est pas en cessation de paiements, ni n'a fait l'objet d'une procédure de règlement amiable des entreprises en difficulté ou de redressement et liquidation judiciaires.



Les parts présentement cédées ne dépendant pas de la communauté de biens existant entre Monsieur Michel FOUCRÉ et Madame Françoise FOUCRÉ, l'intervention du conjoint n'est pas nécessaire.

VIII. FORMALITES DE PUBLICITE

Tous pouvoirs sont conférés au porteur d'un original ou d'une copie des présentes en vue de l'accomplissement de toutes formalités légales de dépôt et de publicité.

IX. ENREGISTREMENT

Les parties déclarent :

- que la présente cession n'entre pas dans le champ d'application des dispositions de l'article 1655 ter du Code général des impôts,

- et que la Société dont les parts sont présentement cédées est soumise à l'impôt sur les sociétés.

En conséquence, la présente cession d'une part donne lieu à l'application du droit de 4,80 % dont l'assiette est réduite d'un abattement égal pour chaque part sociale au rapport entre la somme de 23 000 euros et le nombre total de parts de la Société.

X. FRAIS

Les frais, droits et honoraires des présentes et ceux qui en seront la conséquence, seront supportés par le Cessionnaire qui s'y oblige.

Fait à Paris
Le 28 juin 2006
En 4 exemplaires.



Le Cédant



Le Cessionnaire

Enregistré à : SERVICE IMPOTS DES ENTREPRISES EUROPE-ROME
Le 14/09/2006 Bordereau n°2006/2 787 Case n°22
Enregistrement : 25 € Pénalités : 3 € Fixi 19689
Total liquidé : vingt-huit euros
Montant reçu : vingt-huit euros
L'Agent

AUDIT CONSEIL HOLDING

S.A.R.L. au capital de 38 100 Euros

Siège social : 58 bis, rue de la Chaussée d'Antin- 75009 Paris

RCS Paris B 413 175 209

STATUTS

Mise à jour suite au 27 juin 2006

Cette note
conforme
le 27 juin
2006

Les soussignés

- Monsieur Yves ACH,
De nationalité française
Marié sous le régime de la séparation de biens,
Né le 23 septembre 1963 à Strasbourg,
Demeurant 31, rue du Théâtre 75015 PARIS
Appartenant à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Paris.

- Monsieur Vincent GUFFROY,
De nationalité française,
Marié sous le régime de la séparation de biens,
Né le 17 janvier 1960 à Lille,
Demeurant 23 Rue Gabriel Lamé – 75012 PARIS
Appartenant à la Compagnie régionale des Commissaires aux comptes de Paris.

- La Société FINANTIS GROUPE,
Société à responsabilité limitée au capital de 91.500 €,
Domiciliée 58 bis, rue de la Chaussée d'Antin – 75009 PARIS,
Immatriculée au RCS de Paris sous le n° B 440 319 333,
Représentée par Monsieur Vincent GUFFROY, co-gérant

- Monsieur François Gérard GUYOT,
De nationalité française,
Marié sous le régime de la séparation de biens,
Né le 17 avril 1943 à Neuilly Sur Seine,
Demeurant 3 Rue Vézelay – 75008 PARIS
Appartenant à la Compagnie régionale des Commissaires aux comptes de Paris.

ont établi ainsi qu'il suit les statuts de la société à responsabilité limitée constituée par le présent acte.

ARTICLE 1: FORME

Il existe entre les propriétaires des parts ci-après dénombrées une société à responsabilité limitée régie par les dispositions légales et réglementaires concernant cette forme de société et celles régissant la profession de commissaire aux comptes, et par les présents statuts.

ARTICLE 2: DÉNOMINATION

La société est dénommée **AUDIT CONSEIL HOLDING**, Société de commissariat aux comptes inscrites à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes.

ARTICLE 3: OBJET

La société a pour objet, dans tous pays, l'exercice de la profession de commissaire aux comptes telles qu'elles est définie par la loi modifiée du 24 juillet 1966 et telles qu'elles pourraient l'être par tous textes législatifs ultérieurs.

Elle peut réaliser toutes les opérations qui sont compatibles avec cet objet, s'y rapportent et contribuent à sa réalisation.

Elle ne peut prendre de participations financières dans les entreprises industrielles, commerciales agricoles ou bancaires, ni dans les sociétés civiles à l'exclusion de celles qui ont pour seul objet de faciliter l'exercice de l'activité professionnelle et libérale de leurs membres. Elle ne peut non plus se trouver sous la dépendance, même indirecte, d'aucune personne ou d'aucun groupe d'intérêts.

ARTICLE 4 : SIEGE SOCIAL

Le siège de la société est fixé à **58, bis rue de la Chaussée d'Antin, 75009 Paris.**

Il peut être transféré dans la même ville par simple décision de la gérance et partout ailleurs en vertu d'une décision extraordinaire des associés.

ARTICLE 5: DURÉE

La durée de la société est de 99 années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

ARTICLE 6: APPORTS - FORMATION DU CAPITAL

1) Apports en nature :

Yves-Alain ACH apporte à la société, sous les garanties ordinaires de fait et de droit les biens ci-après désignés :

i) un ordinateur Macintosh d'une valeur de	5 000 francs
ii) une imprimante Apple d'une valeur de	804 francs
iii) un ordinateur HP (dont un lecteur de CD Rom, une carte son, deux haut parleurs)	9519 francs
iv) une imprimante Olivetti d'une valeur de	820 francs
v) une lampe Halogène	429 francs
vi) de la documentation diverse	1 150 francs
vii) un téléphone sans fil	989 francs
viii) un répondeur	289 francs
ix) un engagement de présentation de clientèle pour le mandat de commissariat aux comptes de l'association française pour le commerce et les échanges électroniques	5 000 francs

soit un total d'apports en nature de : -----
24 000 francs

Ces biens ont été estimés d'un commun accord entre les associés à la somme de 24 000 francs, (vingt quatre mille francs). Cette estimation a été effectuée sans l'intervention d'un commissaire aux apports, compte tenu de ce que la valeur d'aucun apport en nature n'excède 50 000 francs et que la valeur totale de l'ensemble des apports non soumis à l'évaluation d'un commissaire aux apports n'excède la moitié du capital social.

2) Apports en numéraire

Monsieur Yves-Alain ACH apporte à la société une somme en espèces
de vingt cinq mille neuf cent francs, ci 25 900 francs

Monsieur Michel FOUCRE apporte à la société une somme en espèces
de cent francs, ci 100 francs

soit un total d'apports en numéraire de : 26 000 francs

3) Récapitulation des apports

- Apports en nature de vingt quatre mille francs : ci 24 000 francs
- Apports en numéraire de vingt six mille francs : ci 26 000 francs

Total des apports formant le capital social de cinquante mille francs : ci50 000 francs

ARTICLE 7: CAPITAL SOCIAL - PARTS SOCIALES

1) Le capital social est fixé à trente huit mille cents euros (38.100 euros), il est divisé en deux mille cinq cents (2.500) parts sociales de 15,24 € de valeur nominale, intégralement libérées et réparties entre les associés comme suit :

- A Monsieur Yves ACH , à concurrence de 1874 parts sociales,
- A la société Finantis Groupe, à concurrence de 620 parts sociales,
- A Monsieur Vincent GUFFROY, à concurrence de 5 parts sociales,
- A Monsieur François Gérard GUYOT, à concurrence de 1 part sociale,

Total égal au nombre de parts composant le capital social :2 500 parts.

Les soussignés déclarent expressément que toutes les parts représentant le capital social leur appartiennent, sont réparties entre eux dans les proportions indiquées ci-dessus correspondant à leurs apports respectifs et sont toutes entièrement libérées.

2) La liste des associés sera communiquée à la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes, ainsi que toute modification apportée à cette liste. Elle sera tenue à la disposition des Pouvoirs publics et de tous tiers intéressés.

3) Les trois quarts du capital social doivent être détenus par des commissaires aux comptes, et les trois quarts des associés doivent être des commissaires aux comptes, conformément aux dispositions de l'article 218 de la loi modifiée du 24 juillet 1966.

Si une société de commissaires aux comptes vient à détenir une participation dans le capital de la présente société, les associés non commissaires aux comptes ne peuvent détenir plus de vingt-cinq pour cent de l'ensemble du capital des deux sociétés.

4) Chaque part sociale donne à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la société et l'actif social.

ARTICLE 8: AUGMENTATION OU RÉDUCTION DU CAPITAL

Les augmentations du capital par attribution de parts gratuites comme les réductions de capital par diminution de parts peuvent toujours être réalisées malgré l'existence de rompus.

Toute personne n'ayant pas déjà la qualité d'associé ne peut entrer dans la société à l'occasion d'une augmentation du capital, sans être préalablement agréée par les associés, conformément aux dispositions des articles 218 de la loi du 24 juillet 1966 et 11 des statuts.

ARTICLE 9: RESPONSABILITÉ LIMITÉE DES ASSOCIÉS

Sous réserve des dispositions légales les rendant temporairement solidairement responsables, vis à vis des tiers, de la valeur attribuée aux apports en nature, les associés ne supportent les pertes que jusqu'à concurrence de leurs apports.

Les professionnels associés gardent leur responsabilité personnelle à raison des travaux qu'ils réalisent au nom de la société.

ARTICLE 10: INDIVISIBILITÉ ET DÉMEMBREMENT DES PARTS SOCIALES

Chaque part est indivisible à l'égard de la société.

Pendant la durée de l'indivision, pour le calcul de la majorité en nombre lorsqu'elle est requise, chaque indivisaire compte comme associé s'il n'est pas soumis à agrément. Il en est de même de chaque nu-propriétaire.

Les copropriétaires de parts sociales indivises sont représentés par un mandataire unique, choisi parmi les indivisaires ou en dehors d'eux. En cas de désaccord, le mandataire est désigné en justice à la demande du plus diligent.

Le droit de vote appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des bénéfices, où il est réservé à l'usufruitier.

Les parts indivises ou dont la propriété est démembrée ne sont considérées comme détenues par des professionnels, pour l'application des dispositions de l'article 7, paragraphes 3 et 4, que si tous les indivisaires ou le nu-propriétaire et l'usufruitier sont, suivant la règle à appliquer, commissaires aux comptes.

ARTICLE 11: TRANSMISSION DES PARTS

1) Transmission entre vifs

Toutes les transmissions de parts entre vifs, à quelque titre que ce soit, même celles qui se font au profit d'un associé, ne peuvent être réalisées qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales, cette double majorité comprenant la personne et les parts de l'associé cédant. Ces dispositions s'appliquent alors même que le projet de transmission ne porterait que sur la nue-propriété ou l'usufruit de parts sociales.

Le projet de cession est notifié à la société et à chacun des associés par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, indiquant l'identité du cessionnaire proposé ainsi que le nombre de parts dont la cession est soumise à agrément. Dans le délai de huit jours de la notification qui lui a été faite, la gérance doit convoquer l'assemblée des associés pour qu'elle délibère sur le projet de cession des parts sociales ou consulter les associés par écrit sur ledit projet.

La décision de la société, qui n'a pas à être motivée, est notifiée par la gérance au cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Si la société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois à compter de la dernière des notifications du projet de cession prévues à l'alinéa précédent, le consentement à la cession est réputé acquis. Si la société a refusé de consentir à la cession, le cédant peut, dans les huit jours de la notification du refus qui lui est faite, signifier par lettre recommandée avec demande d'avis de réception qu'il renonce à son projet de cession. A défaut de renonciation de sa part, les associés doivent, dans le délai de trois mois à compter du refus d'agrément, acquérir ou faire acquérir les parts à un prix fixé dans les conditions prévues à l'article 1843 du Code civil. Ce délai de trois mois peut être prolongé une seule fois, à la demande du gérant, par décision du président du tribunal de commerce statuant sur requête. Le prix est payé comptant, sauf convention contraire entre les parties. Si le cédant y consent, la société peut également, dans le même délai, racheter les parts au prix déterminé dans les conditions ci-dessus, en réduisant corrélativement son capital du montant de leur valeur nominale. Un délai de paiement qui ne saurait excéder deux ans, peut, dans ce cas, sur justification, être accordé à la société par ordonnance de référé rendue par le président du tribunal de commerce. Les sommes dues portent intérêt au taux légal.

Pour assurer l'exécution de l'une ou l'autre des solutions ci-dessus, la gérance doit notamment solliciter l'accord du cédant sur un éventuel rachat par la société, centraliser les demandes d'achat émanant des associés et les réduire éventuellement en proportion des droits de chacun d'eux dans le capital si leur total excède le nombre de parts cédées.

A l'expiration du délai imparti et éventuellement prorogé, lorsque aucune des solutions prévues n'est intervenue, l'associé peut réaliser la cession initialement projetée, si toutefois il détient ses parts sociales depuis au moins deux ans ou en a reçu la propriété par succession, liquidation de communauté de biens entre époux ou donation de son conjoint, d'un ascendant ou descendant; l'associé qui ne remplit aucune de ces conditions reste propriétaire de ses parts.

Dans tous les cas où les parts sont acquises par les associés ou les tiers désignés par eux, notification est faite au cédant, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée huit jours à l'avance, de signer l'acte de cession. S'il refuse, la mutation est régularisée d'office par la gérance ou le représentant de la société, spécialement habilité à cet effet, qui signera en son lieu et place l'acte de cession. A cet acte qui relate la procédure suivie, sont annexées toutes pièces justificatives.

La procédure ci-dessus s'applique même aux adjudications publiques volontaires ou forcées. L'adjudicataire doit en conséquence notifier le résultat de l'adjudication dans les conditions imparties, comme s'il s'agissait d'un projet de cession. Toute admission d'un nouvel associé étant soumise à l'agrément préalable des associés conformément aux dispositions de l'article 218 de la loi du 24 juillet 1966 et du présent article, aucun consentement préalable donné à un projet de nantissement de parts sociales ne peut emporter à l'avance agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts nanties.

2) Transmission par décès

En cas de décès d'un associé, la société continue entre les associés survivants et les héritiers ou ayants droits, et éventuellement le conjoint survivant de l'associé décédé, lesquels ne sont pas soumis à l'agrément des associés survivants.

Tout héritier ou ayant droit doit justifier, dans les meilleurs délais, de ses qualités héréditaires et de son état civil auprès de la gérance qui peut toujours exiger la production d'expéditions ou d'extraits de tous actes notariés établissant ces qualités.

Tout acte de partage d'une indivision successorale est valablement notifié à la société par le copartageant le plus diligent.

Si les héritiers ne remplissent pas les dispositions légales et réglementaires organisant la profession de Commissaire aux Comptes, les associés ou la société peuvent acquérir les parts des l'héritiers ou des ayants droits.

ARTICLE 12: EXCLUSION D'UN PROFESSIONNEL ASSOCIÉ

Le professionnel associé radié de la liste des commissaires aux comptes cesse d'exercer toute activité professionnelle au nom de la société à compter du jour où la décision prononçant la radiation est définitive. Il dispose d'un délai de six mois à compter du même jour, pour céder tout ou partie de ses parts afin que soient maintenues les quotités fixées à l'article 7 pour la participation des professionnels. Il peut exiger que le rachat porte sur la totalité de ses parts et ce rachat total peut aussi lui être imposé par l'unanimité des autres associés. Le prix est, en cas de contestation, déterminé conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code civil.

ARTICLE 13: GÉRANCE

La société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, choisis parmi les associés commissaires aux comptes, et nommés, pour une durée limitée ou non, par décision adoptée par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Chacun des gérants a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société en toutes circonstances, sans avoir à justifier de pouvoirs spéciaux.

Dans leurs rapports entre eux et avec leurs coassociés, les gérants ont les pouvoirs nécessaires dont ils peuvent user ensemble ou séparément, sauf le droit pour chacun de s'opposer à toute opération avant qu'elle soit conclue, pour faire toutes les opérations se rattachant à l'objet social, dans l'intérêt de la société. Toutefois, les emprunts à l'exception des crédits en banque et des prêts ou dépôts consentis par des associés, les achats, échanges et ventes d'immeubles, les hypothèques et nantissements, toutes conventions ayant pour objet un droit de présentation à une clientèle, toutes prises de participations compatibles avec l'objet social, dans d'autres sociétés, ne peuvent être faits ou consentis qu'avec l'autorisation des associés aux conditions de majorité ordinaire.

Les gérants sont tenus de consacrer le temps nécessaire aux affaires sociales. Ils peuvent, d'un commun accord, déléguer les pouvoirs qu'ils jugent convenables à un ou plusieurs directeurs et constituer des mandataires spéciaux et temporaires.

Révocable par décision ordinaire de la collectivité des associés prise à la majorité des parts sociales, le gérant peut résigner ses fonctions, mais seulement trois mois après la clôture d'un exercice, en prévenant les associés trois mois au moins à l'avance, sauf accord contraire de la collectivité des associés prise à la majorité ordinaire.

Chaque gérant a droit à un traitement fixe ou proportionnel ou fixe et proportionnel déterminé par décision collective ordinaire des associés; il a droit en outre au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement.

ARTICLE 14: DÉCISIONS COLLECTIVES

La volonté des associés s'exprime par des décisions collectives qui, régulièrement prises, obligent tous les associés. Elles sont qualifiées d'extraordinaires quand elles entraînent une modification des statuts et d'ordinaires dans tous les autres cas. Elles résultent, au choix de la gérance, d'une assemblée générale ou d'une consultation écrite des associés, toutefois, la réunion d'une assemblée est obligatoire pour statuer sur l'approbation des comptes de chaque exercice ou la réduction du capital.

Les assemblées sont convoquées dans les conditions prévues par la loi et les règlements. Pour justifier de leur présence, une feuille de présence est émargée par les membres de l'assemblée. Toutefois, le procès-verbal de l'assemblée en tient lieu lorsqu'il est signé de tous les associés présents.

Les consultations écrites se déroulent selon les modalités précisées par les textes légaux et réglementaires, le vote par écrit étant, pour chaque résolution, formulé par les mots oui. ou non. Enfin, la volonté unanime des associés peut être constatée par des actes, sauf si la tenue d'une assemblée est légalement obligatoire.

ARTICLE 15: MAJORITÉS

Les décisions collectives ordinaires sont adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue à la première consultation ou réunion, les associés sont consultés une deuxième fois et les décisions sont alors valablement adoptées à la majorité des votes émis. Toutefois, la majorité représentant plus de la moitié des parts sociales reste toujours requises s'il s'agit de statuer sur la nomination ou la révocation d'un gérant associé ou non, la modification corrélative de l'article des statuts où figurerait son nom étant réalisée dans les mêmes conditions.

Sous réserve des exceptions précisées par la loi, la modification des statuts est décidée par les associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

ARTICLE 16: ANNÉE SOCIALE

L'exercice social commence le 1 janvier et se termine le 31 décembre de chaque année. Par exception, le premier exercice social sera clos le 31 août 1998.

ARTICLE 17: AFFECTATION DES RÉSULTATS ET RÉPARTITION DES BÉNÉFICES

La différence entre les produits et les charges de l'exercice, après déduction des amortissements et des provisions, constitue le bénéfice ou la perte de l'exercice. Sur ce bénéfice diminué, le cas

échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent pour former le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ce fonds a atteint le dixième du capital social.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et de la dotation à la réserve légale et augmenté des reports bénéficiaires. Ce bénéfice est à la disposition de l'assemblée qui sur la proposition de la gérance, peut, en tout ou en partie, le reporter à nouveau, l'affecter à des fonds de réserve généraux ou spéciaux, ou le distribuer aux associés à titre de dividende proportionnellement aux parts. En outre, l'assemblée générale peut décider la distribution de réserves dont elle a la disposition; sa décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, le dividende est prélevé par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable; il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

ARTICLE 18: CONTESTATIONS

En cas de contestation entre la société et l'un de ses clients, la société s'efforcera avant tout recours contentieux de faire accepter l'arbitrage du président de la Compagnie Régionale des Commissaires aux comptes, selon l'objet du litige.

En cas de contestation soit entre les associés, les gérants, les liquidateurs et la société, soit entre les associés eux-mêmes, au sujet des affaires sociales ou relativement à l'interprétation ou à l'exécution des clauses statutaires.

Les intéressés s'efforceront, avant tout recours contentieux, de faire accepter l'arbitrage du président de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes.

ARTICLE 19: PUBLICITÉ - POUVOIRS

Tous pouvoirs sont donnés à la gérance à l'effet d'accomplir toutes les formalités prescrites par la loi, et spécialement

à M. à l'effet de signer l'avis à insérer dans un journal habilité à recevoir les annonces légales dans le département du siège social.

ARTICLE 20: FRAIS

Tous les frais, droits et honoraires des présentes et ceux qui en seraient la suite ou la conséquence seront portés par la société au compte des frais généraux et amortis avant toute distribution de bénéfices.